

Lab.RII

UNIVERSITÉ DU LITTORAL CÔTE D'OPALE
Laboratoire de Recherche sur l'Industrie et l'Innovation

CAHIERS DU LAB.RII
– DOCUMENTS DE TRAVAIL –

N°223

Octobre 2009



**MONDIALISATION,
ORGANISATION DU
TRAVAIL ET
TRANSFORMATION DU
CAPITALISME**
ÉLÉMENTS D'ANALYSE

Sophie BOUTILLIER
Beatriz CASTILLA RAMOS

**MONDIALISATION, ORGANISATION DU TRAVAIL ET TRANSFORMATION DU
CAPITALISME**
Éléments d'analyse

**GLOBALISATION, ORGANISATION OF LABOUR AND EVOLUTION OF
CAPITALISM**
Elements of analysis

Sophie BOUTILLIER
Beatriz CASTILLA RAMOS

Résumé : La mondialisation est étroitement liée à la dynamique du capitalisme. Les entreprises multinationales sont les principaux acteurs de ce phénomène. Depuis le 19^{ème} siècle cependant, les entreprises multinationales ont étendu leurs activités sur la planète. Elles contrôlent l'ensemble de l'économie mondiale. Ce phénomène a été étudié par les économistes depuis le début du 20^{ème} siècle. Certains ont ainsi considéré que le marché (la concurrence) disparaissait au profit d'un mode de planification privée mondiale. Notre objectif est d'étudier la pensée de cinq économistes (K. Marx, J. A. Schumpeter, J. K. Galbraith, M. Castells et P. Krugman) et de formuler quelques hypothèses sur l'évolution de l'économie mondiale.

Abstract: Globalisation is linked to the dynamics of capitalism. Global firms are the main actors of this phenomenon. Since the 19th century, global enterprises have developed their activities worldwide and they now control the world economy. This phenomenon has been studied by many economists since the beginning of 20th century. Some of them consider that the free market (competition) has disappeared and that the management of the world economy is no more based now on the free market but on private economic planning. Our objective is to study the thinking of five economists on this subject (Marx, Schumpeter, Galbraith, Castells, Krugman) and to formulate some hypotheses on the future of the global economy.

**MONDIALISATION, ORGANISATION DU TRAVAIL ET TRANSFORMATION DU
CAPITALISME**
Eléments d'analyse

**GLOBALISATION, ORGANISATION OF LABOUR AND EVOLUTION OF
CAPITALISM**
Elements of analysis

**Sophie BOUTILLIER
Beatriz CASTILLA RAMOS**

TABLE DES MATIERES

INTRODUCTION	4
1. FONDEMENTS THEORIQUES	5
1.1. Exposé de la méthodologie	5
1.2. Marx, Schumpeter, Galbraith, Castells et Krugman : une analyse convergente du capitalisme ?	6
1.3. Mondialisation : points de repère dans l'évolution du débat	6
2. MONDIALISATION ET SOCIALISATION DE LA PRODUCTION	7
2.1. Développement du capitalisme industriel et progrès technique	7
2.2. Sociétés anonymes et marchés financiers	8
3. SOCIALISATION DU CAPITAL ET DE LA PRODUCTION, CRISE DU CAPITALISME	9
3.1. Le capitalisme peut-il exister sans l'entrepreneur ?	9
3.2. Mondialisation, capitalisme et socialisme	10
4. FIRMES OLIGOPOLISTIQUES, DE L'INTEGRATION AU RESEAU	11
4.1. Convergence Est / Ouest ?	11
4.2. Organisation oligopolistique et capitalisme managérial	12
4.3. De l'intégration au réseau	13
4.4. A firme globale, main d'œuvre globale ?	14
ELEMENTS DE CONCLUSION	15
REFERENCES BIBLIOGRAPHIQUES	16
ANNEXE	18

INTRODUCTION

Au début du 20^{ème} siècle, des théoriciens marxistes imaginaient que le monde pourrait être un jour entre les mains d'un tout petit nombre de grandes entreprises qui domineraient l'économie mondiale (Michalet, 1985, 2003 ; Mandel, 1986 ; Denis, 1980 ; Duménil, Levy, 1998). Cette planification (privée) mondiale allait d'une part se substituer aux aléas de l'offre et de la demande et à la fluctuation désordonnée des marchés, source de crise. D'autre part, elle allait entraîner la disparition du capitalisme et son remplacement par un système collectiviste pour deux raisons majeures : (i) la concurrence disparaît au profit de quelques firmes oligopolistiques ; (ii) la propriété privée est collectivisée en raison du développement des sociétés anonymes et de leur corollaire, les marchés financiers en tant qu'espace d'échanges de titres. Chaque propriétaire du capital est propriétaire parcellaire d'une entreprise au prorata de son engagement financier (Boutillier, 1996 ; Uzunidis, 2001, 2004).

La présente contribution s'inscrit dans l'étude du changement social, traité ici par l'étude de la mondialisation et de l'évolution de l'organisation industrielle (de l'entreprise intégrée, de type fordiste à l'entreprise réseau). La concentration/centralisation du capital, via le développement des sociétés anonymes et des marchés financiers et les progrès en matière d'automatisation du travail, conduit à une recomposition des rapports de concurrence entre les entreprises et de la propriété privée du capital (socialisation de la propriété du capital), appelant l'apparition d'une étape nouvelle de l'histoire de l'humanité, celle du socialisme puis du communisme. Cette problématique a nourri les interrogations relatives à la disparition de l'entrepreneur (Schumpeter, 1979) et sur la convergence entre le capitalisme et le socialisme (Galbraith, 1968). Aujourd'hui, elle se manifeste sous les traits de la firme-réseau (Castells, 1999). Le développement du capitalisme actionnarial depuis les années 1980 a fait de l'actionnaire la pièce maîtresse du capitalisme. L'économie mondiale est entièrement orientée vers les cours de la bourse. Les inégalités de revenu se sont considérablement accentuées, nombre d'économistes portant partisans du libre-échange en appellent à l'Etat pour en corriger les excès (Krugman, 1998). La crise financière mondiale des années 2007-2009 en constitue un exemple récent (régulation des marchés financiers, nationalisation totale ou partielle des grandes banques en situation de faillite).

L'internationalisation du capital entraîne celle du travail, les salariés de tous les pays, qu'ils travaillent dans des entreprises multinationales ou non, sont placés en situation de concurrence. Mais, les Etats ne fonctionnent pas comme des entreprises (Krugman, 1998). Ils ne peuvent faire faillite, et fermer comme une entreprise. Or, en appliquant le modèle entrepreneurial sur les Etats, les responsables politiques justifient des réductions de salaires et contribuent à l'appauvrissement du monde dans les pays industriels et en développement. D'un autre côté, le développement de l'internationalisation des entreprises, d'abord sous forme intégrée puis sous la forme de l'entreprise réseau, témoigne clairement de la plus grande mobilité du capital par rapport au travail, et qu'il devient pratiquement impossible de définir les frontières des entreprises (Baudry, Dubrion, 2009dir ; Drancourt, 2005).

Aujourd'hui, la domination des entreprises multinationales est incontestable : en 2005, la CNUCED (Drancourt, 2005, p.144) avait recensé environ 63 000 sociétés mères multinationales, localisées dans 47 pays d'origine contrôlant 820 000 filiales étrangères dans 175 pays hôtes. Elles n'étaient que 11 000 avec 82 000 filiales étrangères en 1977. La part du chiffre d'affaires des entreprises multinationales américaines est passée entre 1994 et 2003 de 29% des 500 premières entreprises multinationales mondiales à 39%. En 2007, la CNUCED recensait 78 000 entreprises multinationales disposant de 780 000 filiales étrangères qui

employaient 60 millions de personnes, réalisent 10% de la production mondiale et le tiers des exportations mondiales (Bénichi, 2008, page 193). Mais, les entreprises multinationales des années 1970 ne ressemblent pas à celles des années 1999 / 2000. Une nouvelle étape dans la mondialisation est franchie marquée par un enchevêtrement des activités de recherche, de production et de distribution à l'échelle de la planète (Castells, 1999).

A partir des travaux de Marx, Schumpeter, Galbraith Castells, Krugman, nous présenterons une analyse de la mondialisation en la reliant à celle du capitalisme, aspect de l'analyse que ces auteurs ont en commun. Nous exposerons notre méthodologie et les idées majeures des auteurs retenus (partie1). Puis, nous focaliserons notre attention sur le principe de la socialisation du capital qui se traduit par l'intensification des relations d'interdépendance entre les différents agents de l'économie mondiale (Etats, entreprises, salariés) (partie 2). Pour endogénéiser l'incertitude propre au fonctionnement du marché, les entreprises se développent, la production se bureaucratise, le marché tend à disparaître, remplacé par un système de planification privée (partie 3). Dans ce contexte en constante transformation, l'entreprise n'est pas une entité figée, elle délaisse une structure intégrée pour une structure en réseau.

1. FONDEMENTS THEORIQUES

1.1. Exposé de la méthodologie

La méthodologie que nous suivons combine à la fois les apports de l'économie politique, de la sociologie et de l'histoire. Notre objectif est de relier quatre phénomènes inter-dépendants : (i) concentration/centralisation du capital (problématique de la grande entreprise et de la société anonyme qui se prolonge aujourd'hui sur l'étude de la firme-réseau), (ii) expansion des marchés financiers, (iii) développement des nouvelles technologies de l'information et de la communication et l'internationalisation du salariat. (iv) Le tout dans le cadre contemporain de la mondialisation. Dans un premier temps, nous montrerons au lecteur comment la grande entreprise s'est imposée au cours du 19^{ème} siècle sur la base de l'organisation intégrée de la production, moteur de la mondialisation du capital pour aboutir à la problématique de la convergence entre le capitalisme (planification privée des grandes entreprises au niveau mondial) et le socialisme (planification publique au niveau des Etats).

Alors que le développement des grandes entreprises et des marchés internationaux au cours du 19^{ème} siècle nourrit l'apparition des crises économiques, pour y faire face ces mêmes grandes entreprises vont inventer un ensemble de moyens pour canaliser l'incertitude propre au fonctionnement du marché. Dans un deuxième temps, dans le contexte de crise économique qui sévit depuis plus de vingt ans et de l'intensification des rapports économiques mondiaux, nous montrerons comment la firme-réseau s'est imposée, combinant la souplesse des nouvelles technologies de l'information et de la communication et des marchés financiers. La firme-réseau s'inscrit dans le prolongement de l'organisation de la production à l'échelle mondiale. Se forment autour des grandes entreprises des réseaux de sous-traitants, de fournisseurs, des alliances et de concurrence à l'échelle mondiale. Les Petites et Moyennes entreprises participent activement à ces réseaux et en accroissent la capacité d'adaptation (Castells, 1999).

En bref, tout se passe comme si les firmes, pièces d'un immense réseau mondial, planifiaient l'activité économique mondiale, niant l'existence même du marché sur lequel repose par

essence le capitalisme. Le marché financier est concomitant du développement de l'entreprise réseau car seule la valeur actionnariale de l'entreprise importe.

1.2. Marx, Schumpeter, Galbraith, Castells et Krugman : une analyse convergente du capitalisme ?

Nous avons donc choisi cinq auteurs (Marx, Schumpeter, Galbraith, Castells, Krugman), représentatifs de leur époque, pour évoquer la question de la transformation du capitalisme. Les deux fondements majeurs de cette formation sociale sont d'une part la propriété privée du capital, d'autre part la concurrence (via le marché). Mais, si le marché peut être à l'origine de fortunes colossales, d'un autre côté, il est aussi risqué d'incertitude (et donc de pertes potentiellement élevées). Les entreprises capitalistes cherchent par conséquent à minimiser l'incertitude propre au fonctionnement de marché en contrôlant une part de plus en plus importante du marché en absorbant, rachetant... ses concurrents.

C'est le processus de la concentration/centralisation du capital, décrit par Marx, l'idée étant que l'entreprise capitaliste existe par et pour la concurrence inter-capitaliste, mais son développement la conduit à nier cette concurrence ; constat qui avait aussi conduit Marx à poser la question du passage au socialisme. Schumpeter reprend ce raisonnement d'abord en cherchant à le remettre en question en inventant l'entrepreneur, puis il clôt son œuvre par « Marx avait raison » ! L'organisation remplace le propriétaire, le capitalisme est dominé par un petit nombre d'entreprises oligopolistiques. Au cours des années 1960, alors que les pays capitalistes développés connaissent une croissance économique historique, Galbraith poursuit l'analyse de Marx et Schumpeter, mettant à la fois en évidence la suprématie des grandes entreprises et la planification du marché qui en résulte.

Les nouvelles technologies de l'information et de la communication, qui se diffusent à partir de la fin des années 1970, remettent en cause l'organisation hiérarchisée de l'entreprise oligopolistique. La firme-réseau, qui apparaît au cours des années 1990, bénéficie de la flexibilité organisationnelle des technologies de l'information (décentralisation géographique de l'activité industrielle) et du développement des marchés financiers. La firme-réseau (Castells, 1999) à l'image de l'entreprise oligopolistique galbraithienne, organise le marché pour en canaliser l'incertitude qui lui est propre. Mais, le développement des inégalités de revenu à l'échelle nationale et mondiale appelle une nouvelle régulation de type keynésien afin d'éviter des changements sociaux et politiques radicaux explique en substance Krugman (Krugman, 1998).

1.3. Mondialisation : points de repère dans l'évolution du débat

Le courant libéral du 19^{ème} siècle ne pose pas la question de l'internationalisation de la production, mais celle des échanges, pourtant les entreprises multinationales existent depuis très longtemps. Le fameux modèle Heckscher-Ohlin-Samuelson, en partant des idées de Ricardo sur la théorie des avantages comparatifs, en constitue un élément de réponse dans le cadre du modèle de référence, celui de la concurrence pure et parfaite. En résumé, développement des échanges internationaux ou investissement étranger direct, l'ouverture internationale est toujours positive. L'ouverture des économies nationales sur le marché mondial est un moyen de trouver de nouveaux marchés (des débouchés), de la main-d'œuvre mais aussi des matières premières agricoles ou industrielles.

Après la Seconde guerre mondiale et jusqu'aux années 1980, ces questions seront cependant pratiquement occultées par, d'une part, celle de la reconstruction de l'Europe ; d'autre part, par celle du sous-développement des ex-colonies accédant alors en nombre à l'indépendance. Mais, en cette période de forte croissance économique dans la plupart des pays de la planète, les idées libérales sont occultées par celles du keynésianisme privilégiant l'interventionnisme étatique. Certes, au lendemain de la guerre des organisations internationales, comme le GATT (puis l'Organisation mondiale du commerce) ont été créées dans le but de développer les échanges internationaux, mais à l'intérieur des économies nationales, l'État est aux commandes en guidant, voire en planifiant l'expansion économique du pays. Production de masse/consommation de masse, les grandes entreprises se développent au niveau international en intégrant toutes les étapes de la production, mobilisant des masses de capitaux et de salariés de plus en plus importantes sous la domination de la « main visible des managers » (Chandler, 1977) ou de la « technostructure » (Galbraith, 1968). La grande entreprise (américaine) déborde largement de son cadre national, la théorie de l'internationalisation sectorielle de Vernon (Michalet, 1985), qui induit une dynamisation de la spécialisation internationale, le montre clairement. En partant du cycle de vie du produit, selon laquelle un produit naît, se diffuse progressivement, puis meurt car la demande stagne parce que les consommateurs sont, dans une large majorité, équipés. L'exportation de ce produit permettra à la firme de redonner une nouvelle vie à son produit. Un premier déplacement se fera donc des États-Unis vers l'Europe. Puis, le même phénomène se produisant en Europe, la firme sera conduite à se délocaliser en créant une unité de production dans le tiers monde qui ne connaît pas encore le produit en question. La main-d'œuvre bon marché du tiers monde permettra en outre de réduire les coûts de production et de relancer la demande. De cette façon les entreprises voyagent du Nord vers le Sud, en diffusant leurs produits et leurs capitaux. Mais, l'écart, quoique dynamique, se maintient.

A partir du début de la décennie 1980, la réflexion économique commence à changer de façon radicale. C'est le moment où la crise ne semble plus pouvoir être jugulée par des mesures budgétaires, mais où elle s'impose comme une crise durable nécessitant une transformation radicale des façons de produire et de travailler : privatisation des entreprises publiques, libéralisation des marchés des capitaux, du travail, des marchandises..., remise en question de l'Etat social.

2. MONDIALISATION ET SOCIALISATION DE LA PRODUCTION

2.1. Développement du capitalisme industriel et progrès technique

Marx est le témoin des transformations majeures touchant les économies européennes (en particulier l'Angleterre, la France et l'Allemagne) et les Etats-Unis. A partir du début du 19^{ème} siècle, la force de la machine à vapeur et de l'industrie mécanique démultiplie dans des proportions considérables la productivité du travail humain. Comme Smith, Marx est perplexe face au développement des sociétés anonymes, très certainement pour des raisons différentes. La théorie du matérialisme historique enseigne que l'histoire des sociétés humaines est traversée par des mouvements contradictoires entre les rapports sociaux de production et les forces productives. Partant du communisme primitif, l'humanité achève son évolution avec le mode de production communiste. A chaque étape, l'organisation économique et sociale se transforme. Le capitalisme est le produit de cette évolution. Il est une étape donnée dans un long processus historique. Le capitalisme, comme le féodalisme qui l'a précédé, doit

disparaître sous le poids de ses contradictions : la baisse tendancielle du taux de profit et l'augmentation de la composition organique du capital.

L'analyse de Marx sur l'évolution du capitalisme s'inscrit dans son explication de la crise et de l'expansion nationale et mondiale du capitalisme, moments différents d'une même dynamique. Les crises répétées du capitalisme ne sont pas seulement la conséquence de désajustements temporaires régulés par le jeu de l'offre et de la demande. La crise fait partie de la dynamique du capitalisme. Elle n'est pas le produit d'un événement exogène, imprévu ou imprévisible, car rien n'est exogène qu'il s'agisse de l'augmentation du prix de telle ou telle matière première, de telle invention ou encore d'une guerre. Tous ces événements s'inscrivent dans l'accumulation capitaliste. La crise a une fonction, elle est nécessaire à la reproduction élargie de l'économie capitaliste : la restauration des taux de profit, contrepartie de la dévalorisation du capital. Dans un mouvement dialectique, les crises successives affaiblissent le capitalisme, mais elles créent également les conditions de nouvelles opportunités d'investissement et donc de profit pour les investisseurs. Au cours de chaque crise, une redistribution des cartes s'opère entre les investisseurs effectifs ou potentiels (faillites des plus faibles, nouveaux arrivants, rachats et fusions), de nouveaux marchés sont créés grâce à la commercialisation de marchandises nouvelles, fruits du progrès technique : « l'accumulation accélère la baisse du taux de profit dans la mesure où elle implique la concentration du travail sur une grande échelle, d'où une composition plus élevée du capital » (Marx, 1976, livre III, p.236). La dépréciation périodique du capital existant permet de parer à la baisse du taux de profit, car celle-ci est la conséquence de l'augmentation de la masse de capital employée. « Par conséquent avec le développement du mode de production capitaliste, le taux de profit diminue, alors que sa masse augmente, à mesure qu'augmente la masse de capital employé » (Marx, 1976, livre III, p.242). C'est en fait une perpétuelle fuite en avant car « le capitaliste qui emploie des méthodes de production plus perfectionnées, mais qui ne sont pas encore généralisées, vend au-dessous du prix du marché, mais au-dessus de son prix de production personnel ; ainsi le taux de profit augmente pour lui jusqu'à ce que la concurrence compense cet avantage, puis vient une période d'équilibre pendant laquelle se produit le deuxième phénomène, l'accroissement du capital investi (...) » (Marx, 1976, livre III, pp.246-227).

Parmi les différents outils que le capitalisme génère pour lutter contre la baisse du taux de profit le commerce international et l'augmentation du capital en actions occupent une place importante, outre l'intensification de l'exploitation du travail. Le développement industriel et technologique alimente les innovations financières et *vice versa* : « Le monde se passerait encore de voies ferrées, par exemple, s'il eût dû attendre le moment où les capitaux individuels se fussent arrondis par l'accumulation pour être en état de se charger d'une telle besogne » (Marx, 1976, livre I, pp.448-449). Ces transformations accroissent le caractère social de la production. La propriété privée se développe sous une base collective, et non plus seulement individuelle, remettant en question l'un des piliers du capitalisme : la propriété privée individualisée. Seule la collecte des dividendes se fait selon la base de l'appropriation privative individuelle. Ce qui signifie pour Marx, la négation même du capitalisme.

2.2. Sociétés anonymes et marchés financiers

Le développement des sociétés par actions a une double raison, contradictoire. D'un côté, il apporte au capitalisme de nouvelles ressources financières, de l'autre il contribue à sa négation, en remettant en question la nature individuelle de la propriété capitaliste. En ce milieu du 19^{ème} siècle, il pose les pierres de ce qui sera au 20^{ème} siècle, la théorie du

capitalisme managérial (Berle, Means, Galbraith, Chandler). Marx distingue cinq conséquences majeures de la constitution des sociétés par actions sur le fonctionnement de l'économie capitaliste (p.408, livre III) : (i) *Raisons techniques* : extension énorme de l'échelle de la production qui aurait été impossible à des capitaux isolés ; (ii) *Transformation de la propriété privée* : les sociétés de capitaux sont possédées collectivement et non plus individuellement ; (iii) *Transformation de la fonction capitaliste* : le capitaliste n'a plus réellement de rôle actif. Il devient un simple dirigeant et administrateur du capital d'autrui ; (iv) *Division des tâches entre propriété et gestion du capital* : le pouvoir de décision économique se soustrait de la propriété privée du capital. A l'intérieur du capital, une division des tâches s'instaure. La production se bureaucratise. La propriété individuelle se mue en une propriété collective ; (v) *Renforcer la division des tâches entre conception et fabrication* : la croissance de la taille des entreprises est (en partie) rendue nécessaire par de nouveaux progrès scientifiques et techniques. Ceux-ci, appliqués à l'industrie, entraînent un renforcement des spécialisations, une division des tâches de plus en plus fine entre concept et fabrication. La science devient ainsi une « branche des affaires ».

Les économistes et théoriciens marxistes de la fin du 19^{ème} / début du 20^{ème} siècle, comme Lénine (1870-1924) et Luxemburg (1870-1919) ont prolongé l'analyse de Marx en mettant pour le premier l'accent sur les mouvements de capitaux, pour la seconde, sur l'engrenage des pays non capitalistes dans le mouvement de la mondialisation et surtout sur la diffusion du mode de production capitaliste au niveau international. Ce ne sont donc plus seulement les échanges de marchandises qui sont pris en compte, mais également les flux de capitaux, mais aussi la diffusion au niveau international d'une façon de produire. Le monde sera un jour dirigé par une poignée de firmes multinationales, qui se partageront le monde et procéderont à une sorte de planification internationale de la production (Kautsky, 1854-1938). Le capitalisme sera alors géré comme une entreprise géante, oubliant que les positions concurrentielles ne sont pas figées en raison notamment des progrès constants des technologies. Mais, l'impérialisme est indissociable de la concurrence, les positions oligopolistiques ne sont jamais acquises (Boukharine, 1888-1938). Schumpeter (Schumpeter, 1953 livre III, p.119) stipule que Hilferding avait répudié la théorie de l'effondrement du capitalisme, considérant que la société capitaliste, laissée à elle-même, consoliderait de jour en jour sa position et se pétrifierait en une espèce d'organisation féodale ou hiérarchique.

3. SOCIALISATION DU CAPITAL ET DE LA PRODUCTION, CRISE DU CAPITALISME

3.1. Le capitalisme peut-il exister sans l'entrepreneur ?

Les cinquante premières années du 20^{ème} siècle ont été très mouvementées et tragiques : guerres mondiales, guerres civiles, révolutions, dictatures. Pourtant, le capitalisme managérial s'est encore renforcé. Les entreprises sont devenues gigantesques, mobilisant des milliers de salariés qui actionnent de puissantes machines mues par la force électrique ou encore pétrolière ou nucléaire. De nouveaux biens industriels ont fait leur apparition : avion, automobile, ampoule électrique, téléphone, radio, etc.

Les changements économiques et politiques sont tels après la première guerre mondiale qu'ils provoquent une révolution théorique chez les économistes néo-classiques. L'analyse économique est marquée pendant la première moitié du 20^{ème} siècle par la remise en question un modèle néo-classique de base, celui de la concurrence pure et parfaite et des conclusions

qui en découlent en particulier sur la réalisation d'une situation d'équilibre. L'imperfection du marché et le monopole font leur entrée dans l'espace de l'économie politique néo-classique. L'économiste britannique Robinson avait également mis en évidence l'existence d'une *concurrence monopolistique* (1933) et Chamberlain d'un *monopole discriminant* (1933). L'économie du bien-être de Pigou (*externalités*) et la théorie de l'équilibre partiel de Marshall, notamment, réduisant de façon considérable les portées théoriques du modèle de Walras (*équilibre partiel*).

Déjà avant la première guerre mondiale, Schumpeter avait jeté le discrédit sur l'analyse néo-classique, incapable de formuler une explication satisfaisante de la dynamique du capitalisme. Schumpeter invente l'entrepreneur dans l'ouvrage fort connu, *Théorie de l'évolution économique*, qui paraît en 1912, ouvrage qui fonda sa renommée. Son œuvre est celle d'un économiste, non d'un historien. Il invente l'entrepreneur pour des raisons théoriques, pour remédier aux limites du modèle de Walras. L'entrepreneur schumpetérien est l'agent économique qui réalise de nouvelles combinaisons de facteurs de production qui correspondent à autant d'opportunités d'investissement. Il est le moteur de l'économie capitaliste et personnifie la dynamique du changement capitaliste. Le progrès industriel et technologique. Ces combinaisons sont au nombre de cinq : fabrication d'un bien nouveau, introduction d'une méthode de production nouvelle, ouverture d'un débouché nouveau, conquête d'une nouvelle source de matières premières ou de produits semi-ouvrés, réalisation d'une nouvelle organisation (création d'une situation de monopole) (Schumpeter, 1935, p.95).

3.2. Mondialisation, capitalisme et socialisme

En 1942, Schumpeter publie *Capitalisme, socialisme et démocratie*, et pose la question : le capitalisme peut-il survivre ? Sa réponse est négative et reprend les arguments de Marx sur deux points majeurs : le progrès technique entraîne l'augmentation de l'échelle de production ; le développement de la société anonyme : la société anonyme apporte au capitalisme les capitaux indispensables au développement de la grande industrie. L'entrepreneur disparaît avec l'émergence de la grande entreprise. « Le progrès technique devient toujours davantage l'affaire d'équipes de spécialistes entraînés qui travaillent sur commande et dont les méthodes leur permettent de prévoir le résultats de leurs recherches » (p.181). L'entrepreneur a été remplacé par une équipe de spécialistes dont la tâche essentielle est d'innover. Le progrès technique est développé par une organisation bureaucratique. L'organisation a remplacé l'individu. L'apparition de la propriété privée collective annihile l'esprit d'initiative et la volonté d'enrichissement qui a porté le capitalisme. L'esprit d'entreprise disparaît, l'entreprise n'offre plus désormais un terrain d'opportunités économiques, mais aussi d'épanouissement professionnel et personnel, au profit d'une organisation bureaucratique. « L'évolution capitaliste, en substituant un simple paquet d'actions aux murs et aux machines d'une usine, dévitalise la notion de propriété » (Schumpeter, 1979, pp.193-194).

Schumpeter (Schumpeter, 1953, p.167) pose la question de la survie du capitalisme et de l'existence (possible) du socialisme. Il se réfère à Oskar Lange qui défend l'idée d'un socialisme de marché. Il est assez surprenant de constater que les socialistes se sont appuyés sur la théorie de l'équilibre général de Walras pour tenter de prouver la viabilité théorique et pratique d'une économie socialiste. Selon Lange, un Bureau Central de Planification dans une société socialiste pourrait jouer le rôle du commissaire-priseur de Walras. Au début du 20^{ème} siècle, Veblen (Veblen, 1971), après avoir fondamentalement critiqué les « propriétaires absents » de la société anonyme, avait aussi imaginé une nouvelle société dirigée par un

« soviets des ingénieurs » où les dirigeants seraient essentiellement des administrateurs rationnels de l'économie.

4. FIRMES OLIGOPOLISTIQUES, DE L'INTEGRATION AU RESEAU

4.1. Convergence Est / Ouest ?

Au lendemain de la seconde guerre mondiale, une réflexion nouvelle sur l'entreprise managériale et sur le rôle de l'Etat social alimenté par le keynésianisme s'est développée dans un contexte économique, social et politique marqué par le souvenir de la crise économique de 1929 et de la seconde guerre mondiale (Berstein, Milza, 2000 ; Hobsbawm, 1994). L'Etat joue alors pleinement son rôle de réducteur d'incertitudes : nationalisations, réglementation, contrôle des prix, encadrement du crédit, etc. Galbraith (Galbraith, 1968) n'hésite pas à parler de convergences entre le capitalisme (les Etats-Unis) et le socialisme (l'URSS).

En publiant *Le nouvel état industriel*, Galbraith s'inscrit d'emblée contre la théorie néoclassique, tout en poursuivant les analyses marxiste et schumpetérienne. L'analyse galbraithienne du capitalisme américain s'insère dans le cadre particulier de la guerre froide entre les Etats-Unis et l'URSS. Le capitalisme américain est alors dominé par une poignée de grandes firmes managériales. L'innovation naît des travaux du service de recherche-développement de l'entreprise, lequel est souvent étroitement lié à l'Etat en raison de l'importance de la recherche militaire. Par leur grande taille, ces entreprises cherchent à contrôler l'incertitude propre au fonctionnement du marché, en développant ainsi des moyens de contrôle du marché par le biais de la... planification.

Contrairement aux principes définis par les économistes néoclassiques, Galbraith montre que l'économie des pays industrialisés capitalistes, et plus particulièrement des Etats-Unis est marquée par : (i) *La domination d'une poignée de grandes entreprises* très puissantes qui planifient le marché mondial ; (ii) *La présence de firmes de petites dimensions*, importantes en nombre mais marginales en termes de création de richesses, mais non pour l'équilibre global du système économique. Ces petits entrepreneurs sont à la fois propriétaires et gestionnaires du capital qu'ils valorisent. Ils n'agissent pas dans un marché de concurrence pure et parfaite, mais dans des marchés dominés par de grandes entreprises ; (iii) *La disparition de l'entrepreneur* dans les grandes entreprises remplacé par la division entre la propriété (les actionnaires) et la gestion du capital (les managers), la *technostructure*. Le manager (salarié et non propriétaire de l'entreprise) maximise le profit de l'actionnaire (profit redistribué sous forme de dividendes). En revanche, dans la théorie néo-classique, l'entrepreneur est aussi le propriétaire du capital qu'il valorise. Il maximise ainsi son propre profit ; (iv) *Par le développement de moyens de planification pour minimiser l'incertitude née du fonctionnement même des marchés*. Les économistes fondateurs de la théorie de l'entrepreneur (Cantillon, Say et Schumpeter) ne prétendaient-ils pas que l'entrepreneur était l'agent économique qui supporte le risque né de l'incertitude propre au fonctionnement des marchés ? La combinaison entre d'une part la remise en cause de l'hypothèse d'atomicité du marché, d'autre part l'idée que la (grande) entreprise planifie le marché conduit inévitablement à remettre en cause l'existence même du... capitalisme ! Ceci à un iota près : la propriété privée ne disparaît pas mais elle se collectivise. Si l'entreprise est dirigée par des gestionnaires : qui prend les décisions ? Qui définit la stratégie de l'entreprise ? Les gestionnaires et les actionnaires partagent-ils le même objectif ? Profit maximum ? Dividendes ? Croissance de l'entreprise ? (v) *Par certaines similitudes organisationnelles et*

technologiques avec le socialisme. Le développement de la grande entreprise, aux Etats-Unis comme en Union Soviétique, suppose le développement d'une vaste bureaucratie. La gestion d'une entreprise de taille importante nécessite une multitude de compétences en raison de la spécialisation des savoirs techniques qui sont les mêmes en URSS ou aux Etats-Unis. (vi) *Le rôle de l'Etat : Galbraith met en évidence l'étroitesse des liens entre l'Etat et les grandes entreprises* en raison notamment de l'augmentation des dépenses d'armement. La course aux armements profite de façon considérable aux grandes entreprises, contribuant à stabiliser leur activité sur une longue période, remédiant partiellement à l'incertitude endémique du marché.

4.2. Organisation oligopolistique et capitalisme managérial

Berle et Means (Berle, Means, 1932) l'avaient déjà montré dans les années 1930, le capitalisme américain est managérial. La technostructure s'est substituée à l'entrepreneur. Galbraith écrit dans *Le nouvel état industriel* que ce n'est pas un individu de génie qui a rendu possibles des vols lunaires, mais une bureaucratie. L'entrepreneur idéalisé par Say ou Schumpeter n'est plus. L'entreprise n'est plus dirigée par un seul individu remettant du même coup en cause le principe de la maximisation du profit selon le principe du calcul économique individualiste (l'entrepreneur maximise son profit et le consommateur son utilité). Le capital d'une entreprise n'est plus la propriété d'un seul individu ou d'une famille. Il est réparti entre une pléthore d'actionnaires, qui ne participent pas à la gestion de l'entreprise, qui n'ont aucune influence sur ses choix économiques. Dans *Le nouvel état industriel*, Galbraith cherche donc à apporter des réponses aux contradictions constatées entre l'organisation de l'économie des pays industriels avancés et la théorie économique, il est ainsi conduit à affirmer que Marx et les marxistes ont beaucoup mieux parlé du capitalisme que les économistes libéraux !

La grande entreprise doit planifier son activité, décider des choix du consommateur et de ce qu'il va payer pour les satisfaire. Elle doit également prévoir ses besoins en matières premières, en main-d'œuvre... comment les acquérir et les rendre compatibles avec le prix qu'elle va recevoir avec le produit qu'elle commercialise d'autant qu'elle a investi des capitaux très importants en matériels, machines et dépenses de recherche-développement ? En bref, elle doit exercer son contrôle sur ce qu'elle vend et sur ce qu'elle achète. La firme élimine le marché par l'intégration verticale, en prenant le contrôle de sa source de ravitaillement ou de son débouché. « Des transactions qui étaient sujettes à négociations sur les prix et les quantités sont ainsi remplacées par un transfert dans le cadre de l'unité planificatrice ». C'est un moyen de combattre l'incertitude du marché bien que celle-ci ne soit pas éliminée, car ainsi la firme remplace une « grande incertitude incontrôlable » par des « incertitudes plus réduites » (Galbraith, 1968, p.67). Les relations entre les grandes firmes sont devenues contractuelles précisément pour cette raison : combattre l'incertitude. En cette période de tensions Est-Ouest, Galbraith affirme que ce ne sont pas les socialistes qui sont les ennemis du marché, « ce sont les technologies avancées, avec leurs conséquences inéluctables, la spécialisation des hommes et des processus de production et l'augmentation concomitante des investissements et des délais de gestation industrielle », d'où la conclusion : « la grande firme occidentale et l'appareil moderne de la planification socialiste sont deux variantes qui expriment l'adaptation à un même besoin » (Galbraith, 1968, p.73). Mais, « le capitalisme reste le capitalisme, même si le capitaliste est lui aussi victime de l'organisation » (Galbraith, 1968, p.143). Peu importe que la propriété soit publique ou privée, « la technologie assume des pouvoirs analogues et recourt aux mêmes méthodes collectives pour prendre les décisions. Rien d'étonnant dès lors si elle est très semblable dans les deux cas »

(Galbraith, 1968, p.143-144). La technologie uniformise l'organisation économique, indépendamment de l'idéologie ! Le capitalisme se transforme, il ne disparaît pas.

4.3. De l'intégration au réseau

Si la crise économique a remis en question l'organisation concentrée (intégration verticale, conglomérat) de la grande entreprise, elle n'a ni entraîné sa disparition. Au contraire ! Le développement des marchés financiers et des nouvelles technologies de l'information et de la communication lui a donné un nouvel élan à tel point que le rapport de force entre managers et actionnaires s'est retourné au profit des actionnaires (Aglietta, Reberlioux, 2004). D'un autre côté, et tirant profit des nouvelles technologies de l'information et de la communication, la grande entreprise s'est transformée. Castells (Castells, 1999) retient aussi le vocable de firme-réseau, considère que la principale transformation la concernant peut être définie comme le passage d'une bureaucratie verticale (hiérarchisée) à la firme horizontale. Celle-ci se caractérise par sept grandes tendances : (i) organisation autour d'un procédé, non d'une tâche ; (ii) hiérarchie plate ; (iii) gestion en équipe ; (iv) mesure des résultats collectifs ; (v) maximisation des contacts avec les fournisseurs et les clients ; (vi) information ; (vii) formation et formation continue des salariés à tous les niveaux (Castells, livre I, p.221, 1999). « La 'firme horizontale' est un réseau dynamique et stratégiquement conçu d'unités autoprogrammées et autodirigées, fondées sur la décentralisation, la participation et la coordination » (Castells, livre I, page 234, 1999). Si M. Castells considère que cette évolution est la manifestation de la défaite de l'intervention de l'Etat. Dans ces conditions, « la société en réseaux (...) demeure pour le moment, capitaliste » (Castells, livre I, p.579, 1999). Mais, les réseaux qui apportent à l'entreprise capitaliste la marge de flexibilité dont elle a besoin pour maîtriser l'incertitude des marchés (le réseau se substitue à l'organisation, tout comme l'organisation s'était substituée à l'entrepreneur), ont aussi leurs limites. Les capitalistes déploient leurs stratégies (concurrentielles ou convergentes) par et à travers les circuits d'un réseau global. Ils sont donc tributaires de « la logique non humaine d'un système aléatoire de traitement de l'information » (Castells, livre I, p.580, 1999).

Castells est assez prudent dans son analyse de la transformation du capitalisme. Certes, les nouvelles technologies de l'information et de la communication et l'organisation (horizontale) de l'industrie sont au cœur de son analyse, mais d'un autre côté il privilégie l'analyse de tâtonnement au détriment du changement radical de l'organisation industrielle. D'abord, il souligne que les changements organisationnels majeurs intervenus depuis ces deux dernières décennies, n'ont pas entraîné « l'apparition d'un nouveau mode de production » (Castells, 1999, tome 1, page 225). Mais, il parle aussi d'un « nouveau système économique » (Castells, 1999, tome 1, page 235) qui est celui de l'économie informationnelle globale, et c'est précisément parce que l'URSS n'a pas pu tirer profit de cette évolution, qu'elle a échoué...

D'un autre côté, si les grandes entreprises à l'organisation verticale ont su profiter des opportunités offertes par les nouvelles technologies de l'information et de la communication, cela ne signifie pas par ailleurs que toute autre forme d'organisation industrielle ait disparu. Les petites et moyennes entreprises, notamment, se recomposent au sein de réseaux, mais ne disparaissent pas. Elles jouent même un rôle central dans l'organisation industriel. Elles n'occupent un strapontin comme avait pu l'affirmer Galbraith. Les petites et moyennes entreprises jouent un rôle fondamental dans le domaine des technologies de pointe. Mais, Castells affirme aussi que l'entreprise en réseau est « la forme organisationnelle de l'économie informationnelle/globale » (Castells, 1999, tome 1, p.234). Dans ces conditions, Castells semble considérer que les entreprises qui ont réussi à s'imposer sont celles « qui

peuvent générer du savoir et traiter l'information ; s'adapter à la géométrie variable de l'économie globale ; être assez souples pour changer leurs moyens assez vite que les objectifs évoluent, sous l'impact des rapides transformations culturelles, technologiques et institutionnelles ; et innover, l'innovation devenant l'arme clé de la concurrence » (Castells, 1999, tome 1, p.235). Les mécanismes du marché sont ainsi recomposés au cours du temps : « les mécanismes du marché évoluent au cours de l'histoire et opèrent sous des formes organisationnelles diverses » (Castells, 1999, tome 1, p.236).

Ce sont les réseaux qui sont au cœur de l'économie globale, ce qui n'implique pourtant pas la disparition de l'entreprise multinationale ! Car « la concentration oligopolistique se maintient ou s'accroît dans la plupart des secteurs des grandes industries, non pas tant en dépit qu'en raison de la forme d'organisation en réseau, dans la mesure où entrer dans les réseaux stratégiques exige soit de posséder des ressources considérables (financières, technologiques, commerciales), soit de s'allier à un participant majeur du réseau » (Castells, 1999, tome 1, p.256). Comment peut-on expliquer le rôle majeur joué par les réseaux dans « la nouvelle concurrence économie » ? Deux raisons essentielles l'expliquent : (i) la globalisation des marchés et des intrants ; (ii) « l'extraordinaire changement technologique qui menace sans cesse d'obsolescence et oblige les entreprises à se tenir régulièrement informées des procédés et des produits nouveaux. Dans ce contexte, la coopération n'est pas seulement une manière de partager les coûts et les ressources, c'est aussi une assurance contre une mauvaise décision technologique, dans la mesure où, les réseaux étant omniprésents et entremêlés, les concurrents en subiraient également les conséquences » (Castells, 1999, tome 1, p.257). La conclusion de M. Castells apparaît assez mesurée : « les grandes firmes se transforment en un tissu de réseaux divers, insérés dans une multiplicité d'environnements institutionnels. Le pouvoir existe toujours, mais il s'exerce au hasard. Les marchés procèdent toujours à des échanges, mais les calculs purement économiques sont rendus délicats du fait qu'ils dépendent d'équations insolubles sur déterminées par un trop grand nombre de variables. La main du marché que les économistes institutionnels s'efforçaient de rendre visible est redevenue invisible. Cependant, sa logique structurelle n'est désormais plus seulement régie par l'offre et la demande, elle est également influencée par des stratégies dissimulées et des découvertes occultes qui se déploient sur des réseaux globaux d'informations » (Castells, 1999, tome 1, p.259). Il approuve Schumpeter : « l'esprit de l'informationnalisme est la culture de la « destruction créatrice » opérant à la vitesse des circuits opto-électroniques qui traitent ses signaux » (Castells, 1999, tome 1, p.264).

4.4. A firme globale, main d'œuvre globale ?

Ayant posé la question de la transformation de l'entreprise multinationale, de la forme intégrée à la forme réseau, et par conséquent d'une certaine plasticité du capital, Castells formule la question suivante : existe-il une « main-d'œuvre globale » ? La réponse pourrait bien être positive puisqu'il existe une économie globale. Dans les faits, il n'en est rien car « la main-d'œuvre est encore faussement entravée, et le sera encore dans un avenir proche, par les institutions, la culture, les frontières, la police et la xénophobie. Il n'en reste pas moins que les migrations internationales augmentent, et cette tendance durable contribue à transformer la population active, bien que d'une façon plus complexe que ne le laisse supposer la notion de main-d'œuvre globale » (Castells, 1999, tome 1, p.299). S'il n'existe pas une « main-d'œuvre globale », « on constate néanmoins une tendance historique à l'interdépendance croissante de la main-d'œuvre à l'échelle globale, via trois mécanismes : l'emploi global dans les firmes multinationales et leurs réseaux transfrontières associés ; les effets du commerce international sur les conditions d'emploi et de travail, à la fois dans le Nord et dans le Sud ; et les

conséquences de la concurrence globale et du mode de gestion flexible sur la population active de chaque pays. Chaque fois, c'est la technologie de l'information qui permet de lier entre eux les différents segments de la main-d'œuvre au travers des frontières nationales » (Castells, 1999, tome 1, p.302).

En l'absence de main-d'œuvre globale, on peut parler d'une indépendance croissante de la main-d'œuvre à l'échelle de la planète. Car le capital est plus mobile que le travail : « (...) la majeure partie de la force de travail n'est pas mobile au niveau international. En revanche, l'investissement extérieur prend une importance grandissante et influe très visiblement sur l'économie mondiale » (Krugman, 1998, p.73). A cette question Krugman pourrait répondre, comme nous l'avons noté plus haut, que les économistes transposent sur les pays des modèles d'analyse qui sont ceux de l'entreprise et qu'une économie ne fonctionne pas comme une entreprise. Or, c'est au nom de la compétitivité nationale (qu'on a tant de mal à définir) que les entreprises font pression à la baisse sur les salaires et que les Etats réduisent les dépenses sociales car soi-disant trop coûteuses. Ces politiques conduisent à un échec, celui de l'accroissement de la pauvreté tant dans les pays industriels que dans les pays en développement. « On pourrait dire, en faisant une analogie un peu sévère mais pas entièrement injustifiée, qu'un gouvernement marié à l'idéologie de la compétitivité a aussi peu de chances de faire une bonne politique économique qu'un gouvernement engagé aux côtés des créationnistes n'en a de faire une bonne politique scientifique (...) » (Krugman, 1998, p.35).

ELEMENTS DE CONCLUSION

Firme familiale, firme concentrée, firme-réseau, l'organisation de la production a considérablement évolué depuis les débuts de l'industrialisation. Combinant capitaux et travail, l'entreprise capitaliste s'est métamorphosée au cours de deux derniers siècles pour chercher à contrecarrer l'incertitude propre au fonctionnement du marché. Mais, l'entreprise capitaliste ne s'est pas d'emblée développée dans le cadre limité de l'Etat-nation, les économistes ont clairement identifié ces deux éléments interdépendants : développement de la grande entreprise et internationalisation du capital. La manufacture d'épingles d'A. Smith produit pour l'exportation (tout comme les manufactures de Colbert). Mais, ce qui est sans doute le plus caractéristique de cette évolution et que nous avons essayé de mettre en lumière dans cette contribution, c'est la capacité de l'entreprise capitaliste à nier l'existence du marché, tout en essayant d'en tirer le maximum (approvisionnements avantageux en matières premières, main-d'œuvre, etc.). Le modèle de l'intégration verticale, comme le montrent les théoriciens de la grande entreprise (Marx, Schumpeter, Galbraith notamment) le démontre. La négation du marché, conséquence de l'organisation intégrée de la grande entreprise, a suscité nombre de controverses sur la convergence entre le capitalisme et le socialisme. Quinze ans après la chute des démocraties populaires d'Europe de l'Est, le capitalisme a triomphé du socialisme, mais si le monde n'est pas organisé sur la base d'une instance planificatrice publique, la firme capitaliste nie tout autant le marché. Le modèle de la firme-réseau s'inscrit dans cette continuité, les relations contractuelles entre les firmes constituant le réseau se sont substituées à l'aléa des relations de marché (Castells, 1999). La confusion est grande. Les économistes s'avèrent incapables à l'heure actuelle de fixer les frontières de l'entreprise ou de définir la compétitivité d'une économie. Cette incapacité montre la volatilité très forte du capital.

REFERENCES BIBLIOGRAPHIQUES

- AGLIETTA M., REBERIOUX A. (2004), *Dérives du capitalisme financier*, Albin Michel.
- BAUDRY B., DUBRION B., (2009dir), *Analyses et transformations de la firme. Une analyse pluridisciplinaire*, La découverte.
- BENICHI R., (2008), *Histoire de la mondialisation*, Vuibert.
- BERLE A., MEANS G. (1932), *The modern Corporation and private Property*, Macmillan.
- BERSTEIN S., MILZA P. (sous la direction de) (2000), *L'année 1947*, Presses de Sciences Po.
- BOUTILLIER S. (1996), J. Schumpeter, K. Marx, le devenir incertain du capitalisme, *Innovations, Cahiers d'économie de l'innovation*, N°4.
- BOUTILLIER S. (1997), La dialectique des crises et les transformations dynamiques de l'économie à partir du *Capital*, *Innovations, Cahiers d'économie de l'innovation*, N°6.
- BOUTILLIER S. (1999), La mondialisation dans la pensée économique depuis le 18^{ème} siècle, dans MICHIELS J.-P., UZUNIDIS D. (coord), *Mondialisation et citoyenneté*, L'Harmattan.
- BOUTILLIER S. (coord) (2005), *Travail et entreprise, Règles libérales et « global management »*, L'harmattan.
- BOUTILLIER S., UZUNIDIS D. (1999), *La légende de l'entrepreneur*, Syros.
- BOUTILLIER S., UZUNIDIS D. (2002), *Comment ont-ils réussi ? L'histoire des entrepreneurs : du XVIII^o siècle à nos jours*, Studyrama.
- BOUTILLIER S., UZUNIDIS D. (1998), De l'entrepreneur héroïque à l'entrepreneur socialisé, les métamorphoses de la petite entreprise, *Innovations, Cahiers d'économie de l'innovation*, N°8
- BRAUDEL F. (1985), *La dynamique du capitalisme*, Arthaud.
- BRAUDEL F. (1979), *Civilisation matérielle, Economie et capitalisme*, tomes 1, 2 et 3, A. Colin.
- CASTELLS M. (1999), *L'ère de l'information*, tomes 1, 2 et 3, Fayard.
- CHANDLER A. D. (1977), *La main visible des managers, une analyse historique*, Economica.
- DENIS H. (ed 1980), *Histoire de la pensée économique*, Coll. Thémis, PUF.
- DRANCOURT M., (2005), *Les nouvelles frontières de l'entreprise*, PUF.
- DUMENIL G., LEVY D. (1998), *Au-delà du capitalisme ?*, PUF.
- FREEMAN C., LOUCA F. (2001), *As time Goes by, From the Industrial Revolutions to the Information Revolution*, Oxford University Press.
- GALBRAITH J. K. (1968), *Le nouvel état industriel*, Gallimard.
- GALBRAITH J. K. (1974), *La science économique et l'intérêt général*, Gallimard.
- GALBRAITH J. K. (1978), *Le temps des incertitudes*, Gallimard.
- GALBRAITH J. K. (1983), *Une vie dans son siècle*, Gallimard.
- GALBRAITH J. K. (2004), *Les mensonges de l'économie*, Gallimard.
- HILFERDING R., (1970), *Le Capital financier*, Editions de Minuit, première édition 1910.
- HOBSBAWM E. J. (1994), *L'âge des extrêmes, Histoire courte du 20^{ème} siècle*, Editions Complexe.
- KRUGMAN P. R. (1998), *La mondialisation n'est pas coupable, vertus et limites du libre échange*, La Découverte.
- MANDEL E. (1986), *Traité d'économie marxiste*, Christian Bourgois Editeur.
- MARX K. (ed 1976), *Le capital*, Éditions sociales.
- MARX K., ENGELS F. (ed 1978), *Le manifeste du parti communiste*, Le livre de poche.
- MICHALET C. A. (2003), *Qu'est-ce que la mondialisation*, La découverte.
- MICHALET C.A. (1985), *Le capitalisme mondial*, PUF.
- ROBINSON J. (1980), *Développement et sous-développement*, Economica.

- SAY J-B. (ed 2002), *Oeuvres complètes*, Economica.
- SCHUMPETER J. A. (édition 1935), *Théorie de l'évolution économique*, Dalloz.
- SCHUMPETER J. A. (1953), *Histoire de l'analyse économique*, tomes 1, 2 et 3, Gallimard.
- SCHUMPETER J. A. (édition 1979), *Capitalisme, socialisme et démocratie*, Payot.
- UNCTAD, *World Investment Report*, CNUCED, chaque année depuis 1990.
- UZUNIDIS D. (1996), Mondialisation, intégration, normalisation, *Innovations, Cahiers d'économie de l'innovation*, N°3.
- UZUNIDIS D. (2001), Les facteurs actuels qui font de la Science une force productive au service du capital : le quatrième moment de l'organisation de la production, Congrès MARX International III.
- UZUNIDIS D. (sous la direction de) (2004), *L'innovation et l'économie contemporaine, Espaces cognitifs et territoriaux*, De Boeck.
- VEBLEN T., (1971), *Les ingénieurs et le capitalisme*, Collection des archives contemporaines.
- VERRET M. (1995), La classe ouvrière à l'épreuve de la mondialisation, essai d'approche sur l'annuaire du BIT 1993, *Innovations, Cahiers d'économie de l'innovation*, N°2.
- WALLERSTEIN I. (1985), *Le capitalisme historique*, coll. Repères, La Découverte.

ANNEXE

*Caractéristiques majeures du « nouveau » capitalisme :
Tableau synthétique Marx-Schumpeter-Galbraith-Castells*

Caractéristiques majeures du « nouveau capitalisme »	K. MARX 1818-1883	J. A. SCHUMPETER R 1883-1950	J. K. GALBRAITH 1908	M. CASTELLS 1942	P. KRUGMAN N 1953
Contexte économique Propre à chaque période	<p>L'industrie prend de plus en plus de place dans la production de richesses.</p> <p>Nouveaux progrès techniques : sidérurgie, charbon, chemin de fer, etc.</p> <p>La taille des entreprises augmente.</p> <p>Automatisation grâce à la machine à vapeur.</p> <p>Développement des marchés financiers.</p> <p>Importance de l'intervention étatique (soutien de l'offre).</p> <p>Développement du commerce international et des investissements étrangers directs.</p>	<p>Poursuite du développement industriel. Course aux armements.</p> <p>Nouveaux progrès techniques : électricité, pétrole, chimie, etc.</p> <p>Renforcement de la domination des grandes entreprises.</p> <p>Poursuite du développement des marchés financiers.</p> <p>La première guerre mondiale et la révolution russe remettent en cause l'optimisme du marché. La seconde guerre mondiale accentue cette situation.</p>	<p>Contexte de la crise de 1929 et de ses effets dévastateurs qui renforcent le principe de l'intervention publique (soutien de l'offre et de la demande).</p> <p>Nouveaux progrès techniques : électricité, pétrole, nucléaire, automobile, etc.</p> <p>Course aux armements / guerre froide.</p> <p>Renforcement des grandes entreprises.</p> <p>Développement inédit de la société de consommation</p> <p>Développement de l'Etat social</p>	<p>Contexte de la crise économique des années 1970 et des politiques publiques de libéralisation menées depuis les années 1980.</p> <p>Effondrement du socialisme – domination planétaire du capitalisme.</p> <p>Fin de la guerre froide.</p> <p>Développement des nouvelles technologies de l'information et de la communication et des biotechnologies.</p> <p>Développement des marchés financiers.</p> <p>Remise en cause de l'Etat social.</p>	

Domination d'une poignée de grandes entreprises	oui	oui	oui	Oui mais ces grandes entreprises sont intégrées dans des réseaux.	Oui
Présence de firmes de petite dimension	oui La petite production marchande	non	Oui, mais elles ont un rôle marginal	Oui les petites entreprises continuent à exister dans le cadre des réseaux. Certaines d'entre elles ont un rôle moteur sur les plans technologiques et scientifiques.	Oui, mais elles ont un rôle marginal
Disparition de l'entrepreneur	Ne se pose pas la question.	oui	Oui Sauf dans les petites entreprises	La question ne se pose pas en tant telle car les petites entreprises continuent à exister dans le cadre des réseaux.	Ne se pose pas la question.
Division des tâches entre actionnaires et gestionnaires	oui	oui	Oui Rapport de forces en faveur des managers.	Le poids des marchés financiers est très important. Rapport de force en faveur des actionnaires.	Il met l'accent sur le poids des actionnaires
Transformation de la propriété capitaliste	Oui Les contradictions du capitalisme engendrent le socialisme, mais il existe des contre-tendances (société anonyme,	Oui L'accroissement de l'échelle de production et le développement de la société anonyme sont des signes qui annoncent l'avènement du	Oui Convergence entre le capitalisme et le socialisme. Socialisation de la propriété privée. Recherche du	Maintien de la propriété privée du capital Socialisation de la propriété privée (sociétés de capitaux). Recherche du profit individuel. Planification du marché	

	<p>commerce international, mécanisation de la production, etc.).</p> <p>Recherche du profit individuel</p>	<p>socialisme.</p> <p>Dans le cadre du capitalisme héroïque, la recherche du profit et du pouvoir (par l'innovation) sont à la base du comportement entrepreneurial .</p> <p>Recherche du profit individuel</p>	<p>profit individuel</p> <p>Importance des entreprises publiques dans les pays capitalistes.</p> <p>Convergence technologique.</p>	<p>mondial par la firme-réseau.</p> <p>La compétitivité nationale n'a plus de sens.</p> <p>Le capital est plus mobile que le travail.</p>
--	--	---	--	---